

# L'Union européenne a abandonné ceux qui se battent pour défendre les libertés en Turquie

En marchandant avec le président turc Erdogan afin d'endiguer le flot de réfugiés, les Européens laissent un despote piétiner les droits de l'homme et la liberté d'informer

Par CAN DÜNDAR

**E**n septembre 2015, près de 3 000 réfugiés syriens ont entamé une marche en direction d'Edirne, qui est la porte de la Turquie ouvrant sur l'Europe. Leur objectif était de passer la frontière pour se rendre en Allemagne. Alors qu'habituellement la police turque interdisait tout rassemblement, ne serait-ce que de trois personnes, cette fois elle s'est contentée d'observer longuement la marche des 3 000 réfugiés syriens. Dans un premier temps, nous n'avions pas compris les raisons de cette tolérance, mais très rapidement, il a été clair qu'il s'agissait d'un signal envoyé à l'Europe.

Deux mois plus tard, en novembre, le sommet du G20 se réunissait à Antalya et le marchandage des réfugiés occupait la table des négociations. Nous comprenions que Recep Tayyip Erdogan voulait s'asseoir à cette table avec des atouts forts en main, en disant : « Si vous ne faites pas ce que je veux, j'ouvre les frontières et vous verrez ce que vous verrez. » C'était un marchandage bien sale et il semblait que les capitales européennes n'avaient pas d'autre choix que d'accepter ce bluff.

Lorsque le sommet du G20 s'est réuni, les leaders occidentaux se sont retrouvés en face d'un président turc qui leur a ouvertement fait du chantage. Le compte rendu de ces marchandages a été publié par le site grec Euro2day.gr et le contenu de ces négociations a été ostensiblement utilisé par M. Erdogan, pour se mettre en valeur sur le plan de la politique intérieure.

D'après ces comptes rendus, le marchandage se serait déroulé de la manière suivante, entre le président du Conseil européen, Donald Tusk, et le président turc :

Donald Tusk : « Nous sommes convenus de payer 3 milliards d'euros en deux ans, mais j'apprends qu'[Ahmet] Davutoglu, le premier ministre turc, veut 3 milliards par an. »

Recep Tayyip Erdogan : « Si vous compentez payer 3 milliards sur deux ans, ce n'est

même pas la peine que l'on en parle, nous ouvrirons les frontières avec la Grèce et la Bulgarie et nous mettrons les réfugiés dans des autobus. »

D. T. : « L'Union européenne est en difficulté [depuis les attentats du 13 novembre 2015 en France], les accords de Schengen risquent d'être annulés. C'est pourquoi nous voulons nous entendre avec vous. »

R. T. E. : « Si nous n'arrivons pas à un accord, comment allez-vous arrêter les réfugiés ? Allez-vous les tuer ? »

Ce dialogue montre comment M. Erdogan prenait les choses de haut, mais le véritable dialogue tragique a eu lieu lors de cette même réunion, entre Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne, et le président turc. La Commission avait retardé à deux reprises la publication du rapport sur le recul des droits de l'homme et des libertés fondamentales en Turquie. C'était un cadeau offert à M. Erdogan, qui se préparait aux élections du 1<sup>er</sup> novembre. Dans les comptes rendus du sommet d'Antalya, on voit que M. Juncker le reconnaît ouvertement, déclarant : « Le report de ce rapport d'évaluation au lendemain des élections a été critiqué. »

A nouveau, Erdogan l'a pris de haut : « Ce report ne nous a pas aidés à gagner les élections. D'ailleurs, il constitue une insulte. Qui l'a rédigé ? Pourquoi n'êtes-vous pas venus me voir pour apprendre la réalité ? » Réponse de Jean-Claude Juncker : « C'est à votre demande que nous avons reporté la publication de ce rapport. Je me sens berné. »

L'Europe avait effectivement été bernée. Elle avait proposé un pot-de-vin de 3 milliards d'euros à la Turquie, pour que celle-ci garde ses frontières, et avait promis de fermer les yeux sur le régime despotique de M. Erdogan. Le président turc avait cependant saisi l'impasse dans laquelle ses interlocuteurs se trouvaient.

Il ne se contentait pas d'un geste de report de la publication du rapport ni des 3 milliards d'euros proposés, il voulait 3 milliards de plus et davantage encore de silence complaisant, toutes choses qu'il a obtenues. Le jour où ces comptes rendus ont été publiés, la chancelière allemande, Angela Merkel, était à Ankara. Lors de la conférence de presse commune organisée avec Davutoglu, le correspondant de *Die Welt* a rappelé à la chancelière ses critiques précédentes sur la Turquie et lui a demandé pour-

quoi elle avait choisi de se taire.

M<sup>me</sup> Merkel s'est contentée de dire que ce point avait été discuté. Quant à Davutoglu, il a déclaré : « Le fait que vous posiez cette question est le signe de la li-

berté de la presse qui existe chez nous. »

Effectivement, en Turquie, les journalistes étaient libres de poser les questions, à la condition d'accepter le risque de perdre leur emploi ou d'aller en prison. Cette situation avait fait de la Turquie l'une des plus grandes prisons pour journalistes du monde.

## MENSONGES

Pendant que Davutoglu déclarait qu'« en Turquie aucun journaliste n'est en prison à cause de ses activités de journaliste », j'étais devant la télévision de la prison où je me retrouvais pour avoir publié une information sur la livraison d'armes en Syrie par les services de renseignement turcs. Et, dans l'isolement cellulaire où j'étais maintenu, je m'écriais : « Quel énorme mensonge ! » Il est vrai que, deux semaines après cette conférence de presse, la Cour constitutionnelle décidait notre mise en liberté

conditionnelle, au motif que nous n'avions rien fait d'autre que du journalisme. Si l'on regarde en arrière, on peut voir un premier ministre turc qui a menti à l'Europe et une chancelière allemande qui a donné l'image de quelqu'un qui croit à ces mensonges.

La Turquie, qui a mené sa guerre d'indépendance contre les forces d'occupation occidentales, a été, cependant, fondée sur la base des valeurs occidentales. Son leader Atatürk a construit la jeune République sur des valeurs en vigueur en Europe, à commencer par la laïcité. Les démocrates de Turquie ont toujours revendiqué les principes des Occidentaux, la liberté, la suprématie du droit, les droits de l'homme, la laïcité.

M. Erdogan, lui, lors d'un reportage accordé, en 1996, à la journaliste Nilgün Cerrahoglu, déclarait : « La démocratie est un tramway, on l'emprunte pour aller là où on veut aller et on en descend. » Aujourd'hui, vingt ans après, c'est avec tristesse que nous voyons les leaders européens se précipiter vers le tramway dont Erdogan vient de descendre, et abandonner sur le bord des rails tous ceux, en Turquie, qui adhèrent à ces valeurs démocratiques.

L'Occident sacrifie ses principes historiques au profit de ses intérêts quotidiens et perd ainsi, en raison de ce double jeu, tous ses alliés naturels. En disant : « Gardez loin de nous les réfugiés et faites ce que vous voulez chez vous », l'Europe loue un camp de concentration à l'extérieur de ses frontières et ferme les yeux sur l'oppression exercée par le gardien volontaire de ce camp. Ce n'est pas seulement une honte pour l'Occident, c'est aussi une honte pour l'humanité.

Cette lutte n'est pas une lutte entre

l'Occident et l'Orient, ce n'est pas une lutte entre l'Europe et la Turquie, c'est la lutte entre ceux qui croient, en Occident comme en Orient, à la liberté de la presse, aux droits de l'homme, à la démocratie, et ceux qui piétinent ces valeurs. Si les premiers sont vaincus, les perdants ne seront pas seulement les démocrates de Turquie, mais l'ensemble des valeurs universelles que sont la laïcité, l'égalité entre les hommes et les femmes, la liberté de pensée, l'indépendance de la justice.

En cas de défaite, l'Europe aura de plus en plus de mal à défendre ses frontières de la pression de despotes qu'elle a mis en place de ses propres mains. ■

*Traduction de Faruk Gunaltay*



**Can Dündar** est rédacteur en chef du quotidien « Cumhuriyet ». Adversaires du régime islamiste turc, lui et Erdem Gül, son chef de bureau à Ankara, ont été arrêtés, le 25 novembre 2015, en Turquie, pour « espionnage » et « divulgation de secret d'Etat ». Ils encourrent la prison à vie. Après quatre-vingt-douze jours de détention provisoire, la Cour constitutionnelle les a remis en liberté, début mars, ce qui a provoqué l'ire du président Recep Tayyip Erdogan. Les deux journalistes devraient être jugés à la fin du mois de mars

**EN RAISON DE  
SON DOUBLE JEU,  
L'OCCIDENT PERD  
TOUS SES ALLIÉS  
NATURELS  
L'EUROPE LOUE UN CAMP  
DE CONCENTRATION  
À L'EXTÉRIEUR DE SES  
FRONTIÈRES ET FERME  
LES YEUX SUR  
L'OPPRESSION EXERCÉE  
PAR LE GARDIEN  
VOLONTAIRE DE CE CAMP**